

PAPIER DE POSITION DU PS SUISSE :

S'ATTAQUER À LA PAUVRETÉ PLUTÔT QU'AUX PERSONNES QU'ELLE TOUCHE

Notre vision : mettre fin à la pauvreté en Suisse
d'ici à 2030

PAPIER DE TRAVAIL

avec les 29 propositions du délai 1

Ensemble de toutes les propositions déposées
jusqu'au 10.01.24, y compris les décisions de la
Présidence du 17 janvier 2024



Contenu

| | |
|--|-----------|
| 1. PAUVRETÉ ET INÉGALITÉS SOCIALES EN SUISSE | 3 |
| 2. LA SOLUTION : BRISER LE CERCLE VICIEUX | 14 |
| 2.1 Petite enfance..... | 16 |
| 2.2 École, formation et entrée dans la vie adulte | 19 |
| 2.3 Entrée dans la vie professionnelle et active | 22 |
| 2.4 L'âge de la retraite..... | 30 |
| 2.5 En fin de vie : transmettre son patrimoine dans un esprit de solidarité..... | 32 |
| 3. CONCLUSIONS | 33 |

Papier de position de la Présidence du PS Suisse à l'intention du Congrès du 24 février 2024 (présenté au Conseil de parti le 1^{er} décembre 2023 qui en a pris connaissance en tant que papier de la Présidence du parti)

Proposition concernant le titre

A-1: SGK: Sarah Wyss / Aline Masé

Antrag zu Titel: Name Delegierte/r und/oder Name Kantonalpartei

Ziel: Vorschlag Untertitel anpassen: und «Unsere Vision» ersetzen

Begründung: Armut bis 2030 zu beenden ist keine Vision, sondern SDG 1 der Agenda 2030, zu dem sich der Bund verpflichtet hat. Deshalb schlagen wir vor, «Vision» durch «Forderung» zu ersetzen.

Décision de la présidence du PS Suisse : accepter

1. PAUVRETÉ ET INÉGALITÉS SOCIALES EN SUISSE

Dans un pays riche comme la Suisse, la pauvreté, c'est avant tout ceci : manque d'argent, de revenu et de fortune. Outre des difficultés financières pouvant aller jusqu'au surendettement, la pauvreté entraîne presque inévitablement un manque de moyens dans presque tous les domaines de la vie, comme le logement et le cadre de vie, la santé, la culture et les loisirs, mais aussi et surtout la formation. Elle est marquée par l'anxiété, l'exclusion, la disparition des opportunités de vie, l'absence de perspectives et la maladie, sans oublier le manque de possibilités de se faire entendre. Les personnes pauvres ne peuvent pas se payer un logement adapté, ne peuvent pas emmener leurs enfants dans des parcs de loisirs, des zoos ou des cinémas toujours plus chers et n'ont par conséquent que peu ou pas de possibilités de participer à la vie sociale, politique et culturelle¹. Être pauvre, c'est avoir moins. Cela signifie être moins visible, moins pouvoir participer aux décisions, avoir moins de « pouvoir » que les personnes qui ne connaissent pas la misère matérielle. La pauvreté porte donc atteinte aux principes fondamentaux d'une société démocratique.

A-2: Themenkommission WBK

Antrag zu Einleitung: 1. Armut und soziale Ungleichheit in der Schweiz, erster Abschnitt, S. 3, ab «Armut zieht neben finanziellen Schwierigkeiten...nach sich.»

Ziel: Den Satz ersetzen durch:

„Finanzielle Schwierigkeiten führen fast zwangsläufig zu einer Unterversorgung in beinahe allen Lebensbereichen.“

Begründung: Die ersten beiden Sätze doppelten sich. Um Redundanzen zu verhindern, schlagen wir den korrigierten Satz vor.

Décision de la présidence du PS Suisse : accepter

¹ Comme le montre la dernière enquête sur les revenus et les conditions de vie (SILC) de l'OFS, 5,5 % des enfants en Suisse ont dû renoncer à des activités de loisirs payantes en 2021 pour des raisons financières.

La pauvreté n'est pas individuelle, elle touche de grands groupes de personnes en Suisse : c'est ainsi que notre société, réputée démocratique et prospère, se permet de laisser près d'un dixième des habitant-es du pays — 724 000 d'entre eux/elles sont considéré-es comme touché-es par la pauvreté — dans une situation qui compromet la possibilité de mener une vie décente². À cela s'ajoute le fait que près d'un cinquième des personnes résidant en Suisse en âge de travailler ainsi que leurs enfants vivent dans des conditions financières difficiles³. Parmi elles, les familles monoparentales et les personnes peu formées qui ne retrouvent pas de travail après avoir perdu leur emploi sont surreprésentées. Près de 160 000 hommes et femmes sont pauvres, bien qu'ils/elles exercent une activité professionnelle — ce sont des « working poor ». 134 000 enfants sont eux/elles aussi touché-es par la pauvreté⁴. Les personnes qui ne sont pas nées en Suisse sont, tout comme les personnes en situation de handicap, exposées à un plus grand risque de pauvreté. Cela est d'autant plus vrai que notre système social est conçu pour que les personnes passent toute leur vie professionnelle en Suisse et soient « performantes » sans restriction.

A-3: SGK: Sarah Wyss / Aline Masé

Antrag zu Einleitung: 1. Armut und soziale Ungleichheit in der Schweiz, zweiter Abschnitt, S. 3, ab «Knapp 160000 Männer und Frauen sind trotz Erwerbsarbeit arm»

Ziel: Den Satz ersetzen durch:

„Knapp 160'000 Frauen und Männer sind trotz Erwerbsarbeit arm – sie sind sogenannte «Working Poor». Dazu kommt, dass von diesen erwerbstätigen Menschen oft auch ihre Partner:innen und Kinder abhängen; somit vervielfacht sich die Zahl der Betroffenen, das Bundesamt für Statistik geht von rund 305'000 Personen aus.»

Begründung: Wir schlagen vor, die Perspektive der Haushalte einzunehmen. Von diesen 160'000 Personen hängen oft auch Partner:innen und Kinder ab. Es sind also deutlich mehr Personen, die vom Problem "Working Poor" betroffen sind. Gemäss den Zahlen des BFS wären rund 305'000 Personen betroffen, wenn man die Haushalte anschaut.

Décision de la présidence du PS Suisse : accepter

Les différences régionales sont elles aussi à noter. Ainsi, le risque de tomber dans la pauvreté est nettement plus élevé au Tessin qu'en Suisse centrale⁵. En Suisse aussi, le potentiel économique et, par conséquent, les opportunités sur le marché du travail sont plus ou moins favorables à la population selon les régions. Le plus effrayant dans tout cela : ce qui nous manque pour sortir ces personnes de la pauvreté, ce ne sont pas les moyens, car nous

² Voir les chiffres de l'OFS, mis à disposition par Caritas Suisse, [ici](#).

³ Ibid.

⁴ Ibid.

⁵ Die Volkswirtschaft, [ici](#).

serions assez riches pour mettre fin à la pauvreté. C'est tout simplement une question de répartition : alors que les riches deviennent de plus en plus riches, la proportion de personnes touchées par la pauvreté augmente en Suisse.

Au manque d'argent, de participation sociale et culturelle, de possibilités d'emploi et d'opportunités de vie s'ajoute la honte sociale. Être pauvre pèse doublement dans une société de consommation prospère comme la Suisse, où les principes libéraux — individualisme, responsabilité personnelle, méritocratie, foi dans le marché — font partie intégrante de l'identité sociale. Si la réussite sociale et professionnelle découle avant tout de l'assiduité au travail et de l'ambition de chacune et de chacun, de sa productivité personnelle, la pauvreté ne peut être que le résultat de ses propres erreurs, de mauvais choix de vie, d'un manque d'efforts, d'opportunités non saisies et de potentiels non exploités. La personne qui est pauvre ne peut s'en prendre qu'à elle-même. Une telle individualisation de la culpabilité fait perdre de vue les milieux de vie des personnes concernées, les circonstances et les manifestations concrètes de la détresse, des soucis existentiels et de l'exploitation. Une personne en situation de pauvreté est considérée comme une personne qui n'a pas réussi et qui n'a rien apporté, ou pas assez, à la société. Cette dévalorisation des personnes touchées par la pauvreté est alimentée par la campagne de la droite contre les prétendu-es « parasites sociaux », qui délégitime et criminalise le besoin. Les conséquences de cette atmosphère sont fatales : par honte, de nombreuses personnes en situation de pauvreté renoncent à des aides auxquelles elles ont droit. À l'exclusion sociale s'ajoute l'auto-exclusion.

Mais la pauvreté des enfants et des jeunes le prouve : le fait d'être touché-e par la pauvreté n'a généralement rien à voir avec un (mauvais) comportement individuel, mais s'explique par les conditions sociales dont les gens dépendent. La pauvreté n'est donc pas un problème individuel, mais structurel. Il est de la responsabilité des politiques de changer ces structures. Nous devons donc nous attaquer aux structures qui permettent aux rapports de classe de se reproduire en Suisse.

La situation des personnes qui ont moins ne s'est guère améliorée ces dernières années. Au contraire : les multiples crises de notre époque — de la crise financière de 2008/2009 et de la crise de la dette souveraine de 2012 à la guerre en Ukraine et au changement climatique, en passant par la pandémie de COVID-19 — n'ont cessé d'accroître la pression sur les personnes dont le revenu est faible et la fortune maigre (voire inexistante) en Suisse également⁶. Ce n'est pas un hasard : les personnes qui ne disposent pas d'un coussin financier suffisant sont plus vulnérables aux crises de toute sorte. Pour elles, la situation est de plus en plus difficile : la hausse des prix de l'énergie et des denrées alimentaires a pour conséquence une baisse des salaires réels en Suisse pour la quatrième année consécutive.⁷ Parallèlement, l'explosion des primes d'assurance-maladie depuis des années ainsi que l'énorme augmentation des loyers, surtout dans les agglomérations, entraînent une expropriation rampante des personnes qui doivent financer leur vie uniquement par leur travail.

⁶ Au niveau suisse, 24,5 % de la population ne possède pas de fortune, 55,5 % en possède une de 1 à 50 000 francs. L'ensemble de ces basses fortunes représente 1,5 % de la richesse totale. À l'opposé du spectre, 30,3 % de la fortune totale est détenue par des personnes possédant plus de 10 millions de francs.

⁷ Communiqué de presse de l'USS du 08.09.2023, [ici](#).

La situation est très différente à l'autre extrémité du spectre des revenus et de la fortune : la hausse des prix de l'immobilier et l'évolution fulgurante des bénéficiaires des placements financiers entraînent une concentration accrue de la fortune privée en Suisse.

À cet égard, le récent « choc des prix » montre parfaitement à quel point les conséquences des crises sont inégalement réparties et comment les difficultés sociales existantes s'en trouvent aggravées : alors que les grandes entreprises sont en mesure de protéger leurs bénéficiaires en répercutant la hausse des prix sur les consommateurs-trices, les salarié-es n'ont pas cette possibilité d'amortir les chocs externes.⁸ Les victimes sont les personnes dont le salaire est bas ou moyen ainsi que les familles. Ainsi, l'employé-e moyen-ne touche aujourd'hui un salaire réel inférieur de près de 2500 francs à celui qu'il/elle avait en 2020.⁹ Une famille de quatre personnes doit même s'attendre à subir une érosion de la valeur réelle de son salaire d'environ 3000 francs en 2024 – une triste nouveauté en Suisse.

A-4: Themenkommission WBK

Antrag zu Einleitung: 1. Armut und soziale Ungleichheit in der Schweiz, erster Abschnitt, S. 5, ab «Die Leitragenden sind Menschen mit tiefen und mittleren Löhnen sowie Familien.»

Ziel: Den Satz ergänzen durch:

„...sowie vor allem Familien.

Begründung: Es sind vor allem Familien, die darunter leiden.

Décision de la présidence du PS Suisse : accepter

Pourtant, des efforts sont déployés au niveau national et cantonal pour lutter contre la pauvreté, mais avec un succès mitigé jusqu'à présent. La plate-forme nationale contre la pauvreté, soutenue par la Confédération, les cantons et les villes, publie par exemple depuis des années des études et des recommandations d'action pour lutter contre la pauvreté. Mais ces directives ne sont guère appliquées dans la pratique. En plus d'un manque de volonté d'agir, les effets du système sur le plan fédéral sont trop importants et les approches de solutions appliquées différemment d'un canton à l'autre sont trop nombreuses. Il en résulte un patchwork à l'échelle de la Suisse sans stratégie uniforme, au détriment des personnes concernées.

⁸ Sur le thème de la « Sellers' Inflation », voir l'article d'Isabella Weber : « Sellers' Inflation, Profits and Conflict: Why can Large Firms Hike Prices in an Emergency ? », in : Review of Keynesian Economics 11 (2/2023), pp. 183-213.

⁹ Cf. Communiqué de presse de l'USS du 07.07.2023, [ici](#).

A-5: SGK: Sarah Wyss / Aline Masé

Antrag zu Einleitung: 1. Armut und soziale Ungleichheit in der Schweiz, zweiter Abschnitt, S. 5, ab «Die Nationale Plattform gegen Armut, getragen von Bund, Kantonen»

Ziel: Den Satz ergänzen durch:

„...getragen von Bund, Kantonen, Städten, Sozialpartnern, Verbänden und NGOs.

Begründung: Auch Sozialpartner, Verbände und NGOs sind involviert.

Décision de la présidence du PS Suisse : accepter

A-6: SGK: Sarah Wyss / Aline Masé

Antrag zu Einleitung: 1. Armut und soziale Ungleichheit in der Schweiz, zweiter Abschnitt, S. 5, ab «Umgesetzt werden diese Richtlinien in der Praxis jedoch kaum.»

Ziel: Das Wort «Richtlinien» ersetzen durch:

„...Empfehlungen...»

Begründung: Sie publizieren keine Richtlinien, sondern nur Empfehlungen.

Décision de la présidence du PS Suisse : accepter

Dans la lutte contre la pauvreté, l'accent est souvent mis sur l'amélioration des chances de formation de l'individu. On promet aux personnes socialement déclassées une « ascension par la formation », qui serait la clé de la réussite professionnelle, de la prospérité privée et de la croissance économique. Même si, dans des circonstances favorables, il est possible d'échapper à une situation de vie précaire et de faire carrière grâce à la formation, les promotions individuelles par la formation n'offrent pas de solution globale au problème de l'inégalité, de la pauvreté et de l'exclusion de grands groupes de populations. En effet, la pauvreté et l'inégalité sociale sont rarement dues uniquement à un manque d'éducation¹⁰. Elles reposent plutôt sur une répartition inégale des ressources matérielles. Toute politique de gauche sensée en matière de pauvreté doit donc commencer par la redistribution du travail, des revenus et de la fortune : il faut développer le service public afin que les gens ne soient plus dépendants des chocs et des crises extérieures, il faut améliorer de manière ciblée la situation matérielle des personnes touchées par la pauvreté par le biais d'une redistribution et il faut prendre des mesures pour renforcer le pouvoir d'achat, en particulier celui des personnes à bas revenus — en augmentant les salaires et les pensions, en rendant les caisses maladie et les loyers abordables. En outre, nous devons nous demander s'il est possible

¹⁰ Il est indéniable que la réussite des processus d'éducation et de formation permet, dans des circonstances favorables, d'échapper à une situation de vie précaire et de faire carrière.

d'empêcher une nouvelle reproduction des inégalités socio-économiques en modifiant fondamentalement notre système économique et social.

A-7: Themenkommission WBK

Antrag zu Einleitung: 1. Armut und soziale Ungleichheit in der Schweiz, dritter Abschnitt, S. 5, ab «Bei der Bekämpfung der Armut wird der Fokus...»

Ziel: Den Absatz umschreiben:

«Bei der Bekämpfung der Armut liegt der Fokus dabei oft auf der Verbesserung der Bildungschancen des:der Einzelnen. Den sozial Deklassierten wird ein „Aufstieg durch Bildung“ verheissen, Bildung gilt als Schlüssel für beruflichen Erfolg, privaten Wohlstand und (volks-) wirtschaftliches Wachstum. Unbestritten ist, dass Bildungschancen für den:die Einzelne:n zentral sind: Mit der erfolgreichen Bewältigung von (Aus-) Bildungsprozessen kann man unter günstigen Umständen einer prekären Lebenslage entkommen und beruflich Karriere machen. Eine gute Bildung ist daher ein fundamentales Recht aller Kinder und Erwachsener und wir müssen alles daransetzen, bestehende Hürden für Chancengerechtigkeit in der frühen Kindheit, in der Schulbildung und im Erwachsenenalter (bspw. bei der Ausbildung nach 25 oder der Weiterbildung) abzubauen. Aber: individuelle Bildungsaufstiege bieten keine gesamtgesellschaftliche Lösung für das Problem der Ungleichheit, Armut und Ausgrenzung grösserer Bevölkerungsgruppen. Denn Armut beruht nur selten allein auf Bildungsdefiziten...»

Begründung: Mehr Bildung kann gesamtgesellschaftlich nicht die Lösung aller Probleme ist. Dennoch schlagen wir vor, hier etwas vorsichtiger zu formulieren, um die Bildungschancen von Individuen nicht abzuwerten. Für die/den einzelnen sind sie zentral. Wir schlagen daher vor, die Fussnote 10 ich in den Fliesstext zu integrieren und klar zu machen, dass eine gute Bildung ein Recht aller Kinder und Erwachsenen ist. Wir haben immer noch sehr viele Hürden für Chancengerechtigkeit in der Bildung, in der frühen Kindheit aber auch im Erwachsenenalter (bspw. bei der Ausbildung nach 25 oder der Weiterbildung, die sich ärmere Personen schlicht nicht leisten können). Aus meiner Sicht ist es zwingend, dass man allen Menschen dieselben Chancen ermöglicht. Das wird hier etwas kurz abgehandelt. Gleichzeitig ist es wichtig zu betonen - wie das hier geschieht -, dass Armutsbekämpfung auf einer gesamtgesellschaftlichen Ebene nicht primär auf Bildungschancen fokussieren kann.

Décision de la présidence du PS Suisse : accepter

Pour le PS Suisse, parti champion d'une Suisse solidaire, une chose est sûre : il faut opérer un tournant et introduire des mesures concrètes contre la pauvreté croissante et l'aggravation des inégalités sociales dans notre pays. Notre objectif déclaré est de mettre fin une fois

pour toutes à la pauvreté en Suisse d'ici 2030, afin que tous les habitants de ce pays puissent mener une vie digne et autonome¹¹.

A-8: SP Frauen, SP queer, JUSO Schweiz

Antrag zu Forderung: Kapitel 1, Einleitung

Ziel: Absätze hinzufügen, Teile streichen und umformulieren

In einem reichen Land wie der Schweiz ist Armut zunächst vor allem eins: Mangel an Geld, Einkommen und Vermögen. Armut zieht neben finanziellen Schwierigkeiten bis hin zur Überschuldung fast zwangsläufig Unterversorgung in beinahe allen Lebensbereichen nach sich, etwa im Wohnen und Wohnumfeld, im Gesundheitsbereich, im Kultur- und Freizeitbereich sowie auch und gerade im Bildungsbereich. Sie ist gezeichnet durch Angst, Ausschluss, Wegfall von Lebenschancen, Perspektivlosigkeit und Krankheit sowie durch fehlende Möglichkeiten, sich Gehör zu verschaffen. Wer arm ist, kann sich keine geeignete Wohnung leisten, kann mit seinen Kindern nicht in immer teurere Freizeitparks, Zoos oder Kinos gehen und hat entsprechend wenig bis keine Möglichkeiten, am sozialen, politischen und kulturellen Leben teilzuhaben.¹² Arm zu sein bedeutet, weniger zu haben. Es heisst, weniger sichtbar zu sein, weniger mitbestimmen zu können, weniger wirkungsmächtig zu sein als jene, die keine materielle Not kennen. Armut rührt daher an den Grundprinzipien einer demokratischen Gesellschaft.

Armut ~~ist dabei nicht individuell, sie~~ betrifft grosse Gruppen in der Schweiz: So leisten wir es uns als demokratische, wohlhabende Gesellschaft, fast einem Zehntel der Menschen im Land – 724'000 gelten als armutsbetroffen – in einem Zustand zu belassen, der ein menschenwürdiges Leben schwierig macht.¹³ Hinzu kommt, dass fast ein Fünftel der Schweizer Bevölkerung im Erwerbsalter sowie deren Kinder in schwierigen finanziellen Verhältnissen leben.¹⁴ Unter ihnen sind überdurchschnittlich viele Alleinerziehende und Menschen mit geringer Ausbildung, die nach einem Stellenverlust keine neue Arbeit finden: Knapp 160'000 Männer und Frauen sind trotz Erwerbsarbeit arm – sie sind sogenannte «Working Poor». Armutsbetroffen sind auch 134'000 Kinder.¹⁵

~~*Menschen, die nicht in der Schweiz geboren wurden, sind ebenso wie Menschen mit Behinderungen einer grösseren Armutsgefahr ausgesetzt. Dies insbesondere, weil unser Sozialsystem darauf ausgelegt ist, dass Menschen ihr komplettes Arbeitsleben in der Schweiz verbringen und ohne Einschränkungen «leistungsfähig» sind.*~~

¹¹ Le Conseil fédéral a confirmé qu'il souhaitait atteindre **l'objectif 1 de l'Agenda 2030 pour le développement durable (ODD) des Nations Unies**. Nous demandons donc avec d'autant plus de véhémence que la réalisation de cet objectif soit traitée en priorité dans les années à venir. DFAE, [ici](#) et motion 23.3557 Wer-muth [ici](#).

¹² Comme le montre la dernière [enquête](#) sur les revenus et les conditions de vie (SILC) réalisée par l'OFS, 5,5 % des enfants ont dû renoncer, pour raisons financières, à des activités de loisirs payantes en 2021.

¹³ Voir les chiffres de l'Office fédéral de la statistique, mis à disposition par Caritas Suisse, [ici](#).

¹⁴ Ibid.

¹⁵ Ibid.

Armut ist kein Zufall, sondern stellt eine Notwendigkeit für das vorherrschende Wirtschaftssystem dar. In der Schweiz müsste niemand arm sein, denn an den finanziellen Mitteln fehlt es, wider den Behauptungen der bürgerlichen Politik, nicht. Das Vermögen häuft sich bei den Reichsten an, die mit tiefen Löhnen und schlechten Arbeitsbedingungen die Wettbewerbsfähigkeit und Profite ihrer Unternehmen steigern. Diese systemische Armut ist von der rechten politischen Mehrheit gewollt. Unser kapitalistisches Wirtschaftssystem braucht armutsbetroffene Menschen, um alle anderen zu disziplinieren. Die Existenz von Armut in der reichen Schweiz wird dazu genutzt, die Forderungen der arbeitenden Bevölkerung klein zu halten und Menschen dazu zu nötigen auch schlecht bezahlte Jobs dankbar anzunehmen. Durch die Drohkulisse der Armut wird das politische Machtverhältnis von den 99%, welche den Wohlstand unserer Gesellschaft erarbeiten, weiter zum reichsten Prozent verschoben. Die Reichsten nehmen dabei keine Rücksicht auf die Gesundheit der Arbeitenden und wer die Spielregeln des kapitalistischen Systems nicht befolgen kann oder will, fällt zwischen den Maschen hindurch. Armutsbetroffene werden derweilen stark stigmatisiert und gegeneinander ausgespielt. Armut ist dabei auch nicht individuell, sie konzentriert sich neben Klassenzugehörigkeit entlang der Unterdrückungssysteme, die unsere Gesellschaft prägen. Es handelt sich dabei um Faktoren wie Migrationshintergrund, Geschlecht und dabei auch eine von der Zuweisung abweichende Geschlechtsidentität (= trans Identitäten), Behinderungen und chronische Krankheiten, welche alleine und vor allem summiert das Armutsrisiko steigern. Während die Armutsquote bei Männern bei 8.2% liegt, sind bei den Frauen 9.3% von Armut betroffen. Im Kern macht die unentgeltlich oder schlecht entlohnte Care-Arbeit, ohne die unsere Gesellschaft nicht funktioniert, Frauen arm. Bei trans Personen¹⁶ dürfte die Zahl der Armutsbetroffenen noch höher liegen, denn die Arbeitslosenquote von trans Personen ist fünfmal höher¹⁷ als bei cis Personen¹⁸. In einem System, welches auf Ungleichheiten baut, kann von Chancengleichheit nicht die Rede sein. Während die Armutsquote¹⁹ in der Schweiz durchschnittlich bei 7.2% liegt, ist sie bei Menschen ohne Schweizer Pass mit 13.2% signifikant höher.²⁰ Menschen mit Behinderungen sind stärker armutsgefährdet als Menschen ohne Behinderungen. Im Jahr 2021 lebten 16% der Personen mit Behinderungen in einem Haushalt,

¹⁶ Personnes dont l'identité de genre ne correspond pas au sexe qui leur a été assigné à la naissance.

¹⁷ [Les personnes trans au travail | trans welcome](#)

¹⁸ Personnes dont l'identité de genre correspond au sexe qui leur a été assigné à la naissance.

¹⁹ Le taux de pauvreté est défini à l'aide d'un seuil « absolu » qui se base sur les directives de la Conférence suisse des institutions d'action sociale (CSIAS). Il y a pauvreté dès lors que la personne ne dispose pas de moyens financiers suffisants pour acheter des biens et des services nécessaires à une participation minimale à la vie sociale.

²⁰ OFS Taux de pauvreté, selon différentes caractéristiques 2007-2021

dessen verfügbares Einkommen unter 60 Prozent des Schweizer Medianeinkommens lag.²¹ Bei der übrigen Bevölkerung lag dieser Anteil bei 10%.²² Strukturelle Diskriminierung zeichnet unsere Lebensentwürfe. So ist unser Sozialsystem darauf ausgelegt, ~~Unter ihnen sind überdurchschnittlich viele Alleinerziehende und Menschen mit geringer Ausbildung, die nach einem Stellenverlust keine neue Arbeit finden. Menschen, die nicht in der Schweiz geboren wurden, sind ebenso wie Menschen mit Behinderungen einer grösseren Armutsgefahr ausgesetzt. Dies insbesondere, weil unser Sozialsystem ausgelegt ist,~~ dass Menschen ihr komplettes Arbeitsleben in der Schweiz verbringen und ohne Einschränkungen «leistungsfähig» sind. Der Kampf gegen Armut muss also zweifelsohne ein intersektionaler sein und das Aufbrechen der Machtstrukturen in unserer Gesellschaft beinhalten.

Auch die regionalen Unterschiede spielen ~~eine Rolle hier hinein~~. So ist die Gefahr, in Armut abzurutschen, im Tessin deutlich grösser als in der Zentralschweiz.²³ Die wirtschaftlichen Potenziale und damit verbunden die Arbeitsmarktchancen treffen die Bevölkerung auch in der Schweiz je nach Region unterschiedlich hart. ~~Das Erschreckende daran: Uns fehlt es nicht an den Mitteln, diese Menschen aus der Armut zu befreien. Wir wären reich genug, um Armut zu beenden. Es ist schlicht eine Frage der Verteilung: Während die Reichen immer reicher werden, nimmt der Anteil Armutsbetroffener in der Schweiz zu.~~

Zum Mangel an Geld, sozialer und kultureller Teilhabe, an Erwerbs- und Lebenschancen, gesellt sich die soziale Scham. Arm zu sein, wiegt in einer wohlhabenden Konsumgesellschaft wie der Schweiz, wo liberale Grundsätze – Individualismus, Selbstverantwortung, Meritokratismus, Marktgläubigkeit – zum gesellschaftlichen Selbstverständnis gehören, doppelt schwer. Wenn sozialer und beruflicher Erfolg vor allem vom eigenen Fleiss und Ehrgeiz, von eigenem Schaffen herrührt, dann kann Armut nur ein Ergebnis eigener Verfehlungen, falscher Lebensentscheidungen, mangelnder Anstrengung, ungenutzter Chancen und nicht ausgeschöpfter Potenziale sein – wer arm ist, ist selbst schuld. Eine solche Individualisierung von Schuld lässt die Lebenswelten der Betroffenen, die konkreten Umstände und Erscheinungsweisen von Not, Existenzsorge und Ausbeutung aus dem Blick geraten. Eine armutsbetroffene Person gilt als jemand, der es nicht geschafft hat und nicht oder nicht genug beisteuert zur Gesellschaft. Befeuert wird diese Entwertung von Armutsbetroffenen **von den menschenunwürdigen Kampagnen der Rechten, rechte Kampagne gegen angebliche «Sozialchmarotzer:innen»**, durch die Bedürftigkeit delegitimiert und kriminalisiert wird. Die Folgen davon sind fatal: Aus Scham verzichten viele Armutsbetroffene auf Unterstützungsleistungen, die ihnen zustehen. Zur gesellschaftlichen Exklusion gesellt sich der Selbstausschluss.

²¹ [Armutsgefährdung von Menschen mit und ohne Behinderung](#), OFS [Risque de pauvreté des personnes handicapées et non handicapées, OFS]

²² Taux de risque de pauvreté : le taux de risque de pauvreté est calculé par rapport au niveau de revenu moyen du pays concerné et considère la pauvreté comme une forme d'inégalité. Il tient compte à la fois de la situation économique du ménage et du niveau de richesse du pays et se prête à des comparaisons internationales.

²³ *Die Volkswirtschaft*, [ici](#).

Gerade Kinder- und Jugendarmut aber beweist: Armutsbetroffenheit hat ~~in der Regel~~ nichts mit individuellem (Fehl-) Verhalten zu tun, sondern lässt sich mit den gesellschaftlichen Verhältnissen erklären, von denen Menschen abhängig sind. Armut ist also kein individuelles, sondern ein strukturelles Problem. Diese Strukturen zu ändern, liegt in der Verantwortung der Politik. Wir müssen daher an jenen Strukturen ansetzen, die dafür sorgen, dass sich Klassenverhältnisse in der Schweiz reproduzieren.

Die Situation für Menschen, die weniger haben, hat sich in den letzten Jahren kaum verbessert. Im Gegenteil: Die vielfältigen Krisen der Gegenwart – angefangen von der Finanzkrise 2008/2009 und der Staatsschuldenkrise von 2012, über die Covid-19-Pandemie bis hin zum Krieg in der Ukraine und dem Klimawandel – haben den Druck auf Menschen mit wenig Einkommen und Vermögen auch in der Schweiz stetig erhöht.²⁴ Das ist kein Zufall: Wer nicht über das entsprechende finanzielle Polster verfügt, ist verletzlicher für Krisen aller Art. Für sie wird es immer enger: Steigende Energie- und Lebensmittelpreise haben zur Folge, dass Reallöhne in der Schweiz im vierten Jahr in Folge sinken.²⁵ Parallel dazu führen seit Jahren explodierende Krankenkassenprämien sowie enorme Mietpreissteigerungen vor allem in Ballungsräumen zu einer schleichenden Enteignung jener Menschen, die ihr Leben allein mit Arbeit finanzieren müssen. Ganz anders sieht es am anderen Ende des Einkommens- und Vermögensspektrums aus: Steigende Immobilienpreise und sich prächtig entwickelnde Gewinne aus Kapitalanlagen führen zu einer verstärkten Konzentration von privatem Vermögen in der Schweiz. Der jüngste «Preisschock» zeigt dabei exemplarisch, wie ungleich die Folgen der Krisen verteilt sind und wie dadurch bestehende soziale Härten verschärft werden: Während die grossen Unternehmen in der Lage sind, ihre Gewinne zu schützen, indem sie die höheren Preise an die Verbraucher:innen weiterreichen, fehlt den Lohnabhängigen diese Möglichkeit zur Abfederung externer Schocks.²⁶ Die Leidtragenden sind Menschen mit tiefen und mittleren Löhnen sowie Familien. So hat der:die Durchschnittsarbeitnehmer:in heute fast 2'500 Franken weniger Reallohn als im Jahr 2020.²⁷ Eine vierköpfige Familie muss 2024 gar mit einem Reallohnverlust von rund 3'000 Franken rechnen – ein trauriges Novum in der Schweiz.

~~Dabei gibt es durchaus~~ Die Bemühungen für die Armutsbekämpfung auf nationaler wie auch kantonaler Ebene ~~reichen leider nicht aus. der Armut entgegenzutreten –~~ ~~bislang jedoch mit mässigem Erfolg.~~ Die Nationale Plattform gegen Armut, getragen von Bund, Kantonen und Städten, publiziert ~~beispielsweise~~ seit Jahren Studien und Handlungsempfehlungen zur Bekämpfung von Armut. Umgesetzt werden diese Richtlinien in der Praxis jedoch kaum. Zu gross sind nebst mangelndem Handlungswillen die föderalen Ausprägungen des Systems, zu gross die kantonal unterschiedlich gehandhabten Lösungsansätze **und zu klein ist der Wille, das Problem bei der Wurzel zu**

²⁴ Au niveau suisse, 24,5 % de la population ne possède pas de fortune, 55,5 % en possède une de 1 à 50 000 francs. L'ensemble de ces basses fortunes représente 1,5 % de la richesse totale. À l'opposé du spectre, 30,3 % de la fortune totale est détenue par des personnes possédant plus de 10 millions de francs.

²⁵ Communiqué de presse de l'USS du 08.09.2023, [ici](#).

²⁶ Sur le thème de la «Sellers Inflation», voir l'article d'Isabella Weber: Sellers' inflation, profits and conflict: why can large firms hike prices in an emergency?, in: Review of Keynesian Economics 11 (2/2023), pp. 183-213.

²⁷ Cf. Communiqué de presse de l'USS du 07.07.2023, [ici](#).

bekämpfen: nämlich beim ungerechten Wirtschaftssystem, das einigen wenigen zu immensen Profiten verhilft, während der grosse Teil der Bevölkerung darunter leidet. ~~Resultat ist ein schweizweiter Flickenteppich ohne einheitliche Strategie, zum Nachteil der Betroffenen.~~

*Bei der Bekämpfung der Armut wird der Fokus ~~nämlich dabei~~ oft auf die Verbesserung der Bildungschancen des:der Einzelnen gelegt. Den sozial Deklassierten wird ein „Aufstieg durch Bildung“ verheissen, in ihm liege der Schlüssel für beruflichen Erfolg, privaten Wohlstand und (volks-) wirtschaftliches Wachstum. Auch wenn man unter günstigen Umständen **und vor allem mit Glück** mittels Bildung einer prekären Lebenslage entkommen und beruflich Karriere machen kann, so bieten individuelle Bildungsaufstiege keine ~~gesamtgesellschaftliche~~ Lösung für das **grundsätzliche** Problem der Ungleichheit, Armut und Ausgrenzung grösserer Bevölkerungsgruppen. Denn **Armut und soziale Ungleichheit beruhen nur selten allein auf Bildungsdefiziten.**²⁸⁾ ~~Sie beruht be-~~ **ruhtenon vielmehr** auf einer ungleichen Verteilung materieller Ressourcen. Jede sinnvolle linke Armutspolitik muss daher bei der Umverteilung von Arbeit, Einkommen und Vermögen ansetzen: es braucht einen Ausbau des Service public, damit die Menschen unabhängig(er) von künftigen externen Schocks und Krisen werden, es braucht eine gezielte materielle Besserstellung von Armutsbetroffenen durch Umverteilung und es braucht Massnahmen zur Stärkung der Kaufkraft, gerade von Geringverdienenden – durch höhere Löhne und Renten, durch bezahlbare Krankenkassen und Mieten. Darüber hinaus müssen wir uns **bewusst sein: Unser Wirtschaftssystem ist auf die Existenz von Armut angewiesen, weswegen diese auch nur die Frage stellen, ob durch eine grundlegende Veränderung unseres Wirtschafts- und Gesellschaftssystems eine weitere Reproduktion der sozioökonomischen Ungleichheit vollständig unterbunden werden kann.***

Für die SP Schweiz als Partei für eine soziale Schweiz steht fest: Es braucht eine Wende mit konkreten Massnahmen gegen die steigende Armut und die sich verschärfende soziale Ungleichheit im Land. Es ist unser erklärtes Ziel, Armut in der Schweiz bis 2030 ein für alle Mal zu beenden, damit alle Menschen in diesem Land ein würdiges und eigenständiges Leben führen können.²⁸

Begründung: Armut ist nicht ein Symptom, das rein zufällig auftritt. Armut ist dem kapitalistischen Wirtschaftssystem inhärent, da sie als Drohkulisse für die Akzeptanz von schlechten Arbeitsbedingungen und als Instrument zur Ausbeutung dient. Zudem bewirken weitere, teilweise überschneidende Unterdrückungssysteme, dass die Wahrscheinlichkeit, armutsbetroffen zu sein, variiert. Nur wenn wir diese intersektionale Analyse mit einbeziehen, können wir Armut auch effektiv bekämpfen. Altersarmut wird zwar im letzten

²⁸ Le Conseil fédéral a confirmé qu'il souhaitait se conformer à l'objectif 1 de l'Agenda 2030 pour le développement durable (ODD, Objectifs de développement durable) des Nations unies. Nous demandons donc avec d'autant plus de vigueur que la réalisation de cet objectif soit traitée en priorité dans les années à venir. DFAE, [ici](#), et Motion 23.3557 Wermuth, [ici](#).

Kapitel erwähnt, aber solche Realitäten basieren auf einem von Diskriminierung geprägten Lebenslauf. Es basiert auf einer Gesellschaftshegemonie, nach der man ökonomisch sanktioniert wird, sobald man nicht der patriarchalen, *weissen*, nicht-behinderten, schweizerischen Norm entspricht. Es ist wichtig, dass wir anerkennen, dass die Existenz von Armut in diesem Wirtschaftssystem kein unglücklicher Fehler ist, sondern ein wichtiges Element, um die Interessen der Reichsten durchzusetzen. Die Sozialdemokratie muss genau deshalb bei dieser Systematik ansetzen, wenn Armut nachhaltig und umfassend bekämpft werden soll. Die Einleitung dieses Papiers anerkennt bereits zu einem grossen Teil die Systematik hinter der Armutsbetroffenheit. Mit diesem Antrag wollen wir zusätzlich den klaren Miteinbezug von Unterdrückungssystemen gewährleisten. Diese Ergänzung erachten wir für eine stringente Analyse als wichtig, um die verstärkte Armutsbetroffenheit von verschiedenen marginalisierten Gruppen hervorheben zu können.

Décision de la présidence du PS Suisse : acceptation modifiée.

La perspective intersectionnelle est jusqu'ici trop peu présente dans le présent document. C'est pourquoi nous proposons d'y intégrer les parties qui abordent spécifiquement ce thème (voir la version retravaillée du papier de position). Nous rejetons toutefois les autres propositions linguistiques et rédactionnelles en raison de leur dogmatisme intrinsèque. Une analyse plus approfondie du fonctionnement des mécanismes d'oppression capitalistes nous semble certes importante, mais elle n'est ni pertinente ni profitable en raison des circonstances (hauteur de vol du document ; longueur ; processus de consultation).

2. LA SOLUTION : BRISER LE CERCLE VICIEUX

En Suisse, une fois que l'on tombe dans la pauvreté, il est difficile d'en sortir. Dans notre pays, il faut en moyenne six générations à une famille pour échapper à la pauvreté, contre deux en Scandinavie. Réussir ou non à sortir du cercle vicieux de la pauvreté relève ainsi de la loterie. Comme le montrent de nombreuses études, ce sont surtout les « phases de transition sensibles » entre la crèche, l'école, la formation et la vie active qui sont décisives pour échapper au piège de la pauvreté. C'est précisément à ces phases de transition de la vie que nous nous attaquons — nous présentons des mesures concrètes pour chacune des cinq étapes de la vie : petite enfance, adolescence, entrée dans la vie active, âge de la retraite et décès, afin de mettre fin à la pauvreté actuelle en Suisse et d'empêcher qu'elle ne se développe à l'avenir.

A-9: SP Biel-Madretsch, Adrian Zimmermann

Antrag zu Forderung: Kapitel 2, Einleitender Abschnitt, Seite 6

Ziel: Die Aussage des zweiten Satzes des einleitenden Abschnitts zum Kapitel 2 „Sechs Generationen (...) sind es zwei“ ist mittels Quellen- oder Literaturnachweis zu belegen. Sollte dies nicht möglich sein, ist der Satz zu streichen.

Begründung: Die Aussage, dass eine Familie in der Schweiz im Schnitt sechs Generationen brauche, „um der Armut zu entfliehen“, in Skandinavien aber nur zwei, ist hochbrisant. Damit sie auch glaubwürdig ist, muss sie unbedingt mittels eines Quellen- oder Literaturnachweises belegt werden. Es scheint bereits ziemlich aufwändig, die Entwicklung des Lebensstandards einer einzigen Familie über sechs Generationen nachzuvollziehen. Nimmt man einen durchschnittlichen Generationenabstand von dreissig Jahren an, müsste man 180 Jahre zurückschauen, d.h. bis ins Jahr 1844. Es ist sehr schwierig, wenn auch nicht unmöglich, über einen derart langen Zeitraum aussagekräftiges Material über eine repräsentative Anzahl von armutsbetroffenen Familien zusammenzutragen, das es ermöglicht, einen verlässlichen gesamtgesellschaftlichen Durchschnittswert zu dieser Frage anzugeben. Liegt eine derartige Langzeitstudie wirklich vor, so ist sie unbedingt im Positionspapier zu nennen. Gibt es sie nicht, ist auf den Satz in dieser Form zu verzichten.

Décision de la présidence du PS Suisse : accepter (la référence aux sources a été perdue lors des nombreux travaux de rédaction)

A-10: JUSO Schweiz

Antrag zu Forderung: Kapitel 2, Einleitungstext

Ziel: Textabschnitt streichen und neu formulieren

Alt: ~~Wer in der Schweiz einmal in die Armut gerät, kommt nur schwer wieder raus. Sechs Generationen braucht eine Familie im Schnitt hierzulande, um der Armut zu entfliehen, in Skandinavien sind es zwei. Ob man es schafft, dem Teufelskreis der Armut zu entkommen, wird damit zur Lotterie. Wie zahlreiche Studien belegen, sind vor allem die «sensiblen Übergangsphasen» zwischen Kita, Schule, Ausbildung und Erwerbsleben entscheidend, um der Armutsfalle zu entkommen. Genau an diesen Übergangsphasen des Lebens setzen wir an: Wir präsentieren für jeden der fünf Lebensabschnitte frühe Kindheit, Jugend, Eintritt ins Berufsleben, Rentenalter und Ableben konkrete Massnahmen, um die bestehende Armut in der Schweiz zu beenden und die Entstehung künftiger zu verhindern.~~

Neu: Die bisherigen Ausführungen zeigen: Die gängige Erzählung der Leistungsgerechtigkeit ist ein Märchen. Armut ist Ausdruck eines strukturellen gesellschaftlichen Versagens und kein individuelles Scheitern. Dies zeigt sich auch deutlich, wenn wir einen Blick auf die geringe soziale Mobilität in der Schweiz werfen: Sechs Generationen braucht eine Familie im Schnitt hierzulande, um der Armut zu entfliehen, in Skandinavien sind es zwei.

Das zeigt: Entscheidend ist in erster Linie nicht die eigene Leistung, sondern die Lebensbedingungen, in die wir hineingeboren werden. Das muss sich ändern.

Setzen wir nur auf mehr Chancengerechtigkeit, verteilen wir das Armutsrisiko lediglich neu. Als Sozialdemokrat*innen müssen und wollen wir weiter gehen.

Wir streben nicht einfach eine Neuordnung der kapitalistischen Hackordnung oder eine gerechtere Verteilung der Armut an, sondern deren Abschaffung.

Auch in einer Welt mit gerechten Chancen müssen Büroräume geputzt und Kinder aufgezogen werden. Auch wenn Menschen nicht mehr in dieses Schicksal hineingeboren werden, braucht es gerechte Löhne und ein Leben in Würde für alle.

Im Folgenden präsentieren wir für jeden der fünf Lebensabschnitte frühe Kindheit, Jugend, Eintritt ins Berufsleben, Rentenalter und Ableben konkrete Massnahmen, um die Auswirkungen der Armut in der Schweiz zu mindern.

Die vorgeschlagenen Massnahmen wirken der Vererbung von Armut entgegen, doch sie werden das Problem nicht aus der Welt schaffen können. Unser heutiges Wirtschaftssystem ist auf Armut angewiesen. Solange einige Wenige in dieser Gesellschaft Profite anhäufen können, die andere für sie erarbeiten müssen, wird sich wenig ändern. Wenn wir für alle ein Leben in Würde garantieren wollen, muss unser Zusammenleben langfristig jenseits dieser ungerechten Wirtschafts- und Gesellschaftsstrukturen organisiert werden.

Begründung: Der aktuelle einführende Abschnitt steht im klaren Widerspruch zu den vorherigen Seiten von Kapitel eins des Papiers, wo richtigerweise darauf hingewiesen wird, dass Armut ein strukturelles Problem ist. In diesem Kapitel zu den fünf Lebensabschnitten wird plötzlich so argumentiert, als liesse sich Armut einfach bekämpfen, indem wir den Wettbewerb etwas gerechter gestalten und die Chancengerechtigkeit erhöhen. Das halten wir für sehr gefährlich, denn auch in einer chancengerechten Welt gibt es schlecht bezahlte Jobs und Menschen, die dem kapitalistischen Leistungsbild nicht gerecht werden. Die Erzählung, dass sich Armut mit Chancengerechtigkeit bekämpfen lasse, impliziert das Armut in Ordnung ist, wenn der Wettbewerb fair ist und Menschen «selbstverschuldet» arm werden. Deshalb ist es wichtig zu betonen, dass die vorgeschlagenen Massnahmen zwar die Auswirkungen von Armut bekämpfen, aber nicht ihre Existenz.

Décision de la présidence du PS Suisse : rejeter.

Motif: Chaque papier de position se nourrit de la tension entre les approches pratiques ou les revendications politiques pertinentes et les objectifs normatifs supérieurs. De plus, l'ajout proposé constitue dans une large mesure une répétition. Afin que le document soit aussi lisible que possible et exempt de redondances, nous proposons de ne pas adopter cette proposition.

2.1 Petite enfance

Les enfants de familles pauvres arrivent dans un monde où de nombreux choix de vie ont été faits pour elles et eux depuis longtemps : qu'elles ou ils lisent beaucoup à la maison, qu'on leur prépare des repas sains et qu'on leur donne une éducation attentive, qu'elles ou

ils fréquentent très tôt une crèche et fassent beaucoup d'exercice physique, soient encouragés de manière ciblée et apprennent par exemple à jouer d'un instrument de musique, qu'elles ou ils fassent plus tard un apprentissage ou aillent au lycée/gymnase, qu'elles ou ils interrompent leur apprentissage ou commencent une école supérieure, qu'elles ou ils commencent des études ou même obtiennent un doctorat, ce n'est pas tant leur propre performance, leur ambition ou/et leur talent qui en décident, mais avant tout l'origine sociale de leurs parents²⁹. Le fait que l'origine sociale des parents décide à ce point de l'avenir des enfants est le scandale réel qui s'opère aujourd'hui dans un pays riche comme la Suisse. Ces barrières de classe ne peuvent toutefois pas être brisées par des efforts de formation individuels³⁰. Il faut plutôt prendre des mesures concrètes pour remédier à la détresse matérielle des personnes concernées – par exemple par des prestations complémentaires pour les familles touchées par la pauvreté ou par une garde d'enfants publique abordable et accessible à toutes et tous.

A-11: Themenkommission WBK

Antrag zu Kapitel: 2.1, Erster Abschnitt, S. 6.

Ziel: Den Satz «...darüber entscheiden weniger die eigene Leistung, nicht Ehrgeiz und Talent, sondern vor allem die soziale Herkunft der Eltern.» ersetzen durch: «...darüber entscheidet vor allem die soziale Herkunft der Eltern.»

Begründung: Der Satz ist nicht schlüssig: über Erziehung und Ernährung entscheiden ja nicht Talent oder Leistung. Daher den Teilsatz streichen.

Décision de la présidence du PS Suisse : accepter

A-12: Themenkommission WBK

Antrag zu Kapitel: 2.1, Erster Abschnitt (Kitas), S. 6.

Ziel: Den Satz «Dass die Klassenherkunft entscheidet...» ergänzen um: «Dass die Klassenherkunft – und in der Schweiz der Wohnort – ...»

Begründung: In der Schweiz entscheidet darüber ja nicht zuletzt die geographische Herkunft: Ortsabhängige Variabilität von sozialer Benachteiligung.

Décision de la présidence du PS Suisse : rejeter

Motif: Le point est important, mais nous devrions ajouter de nombreux autres points à la liste des désavantages structurels possibles, comme – de façon générale – le lieu de résidence, le canton/le pays, etc. De plus, la composante géographique est prise en compte à un autre endroit du présent document.

²⁹ Cf. à ce sujet les nombreux travaux de Margrit Stamm, [ici](#) ou [ici](#).

³⁰ Ibid.

La pauvreté des enfants est généralement imputable à la pauvreté des femmes et des mères. Un levier important pour la réduire est donc d'augmenter la participation des femmes au marché du travail. Cela suppose une amélioration durable de la compatibilité entre le travail familial et l'activité professionnelle, grâce à davantage de structures publiques de garde d'enfants accessibles à toutes et tous à un coût raisonnable³¹. Ainsi, la crèche s'avère être le principal moyen pour les parents de reprendre ou de retrouver une activité professionnelle³². Les familles monoparentales et les parents à bas revenus vivant au seuil de la pauvreté en particulier ont peu de chances d'exercer une activité professionnelle s'ils n'ont pas accès à des structures d'accueil adéquates. La crèche offre en outre à tous les enfants, indépendamment de leur origine scolaire, le même espace d'expérience, d'épanouissement et d'expérimentation. La crèche offre en outre la possibilité de développer et de mettre en œuvre des mesures de compensation, des aides et des offres de soutien précoces et avant tout préventives pour les enfants concernés et leurs familles³³.

2.1.1 Nos propositions

- C'est bien connu : la crèche est le lieu par excellence où briser la reproduction des inégalités sociales. Des structures d'accueil extrafamilial abordables financièrement et accessibles en tant que *service public* sont donc une condition essentielle à l'avènement d'une société sans pauvreté ni exclusion. L'offre de places d'accueil extrafamilial doit en Suisse être développée et les coûts pour les familles être réduits. Le PS demande que ces structures répondent à des normes qualitatives élevées, qu'elles soient considérées comme un service public et qu'elles soient proposées gratuitement aux familles disposant de faibles revenus. Le personnel des crèches doit être bien formé et doit bénéficier de bonnes conditions de travail ainsi que de bons salaires pour son travail essentiel et exigeant.

A-13: *SP Biel-Madretsch, Adrian Zimmermann*

Antrag zu Forderung: 2.1.1, Erster Punkt (Kitas), S. 7.

Ziel: Die Aussage „die Kita ist der zentrale Ort, um die soziale Reproduktion von sozialer Ungleichheit zu durchbrechen“ ist mit Literatur- oder Quellennachweisen zu belegen. Sollte dies nicht möglich sein, sollte die Formulierung wie folgt geändert werden: „die Kita ist ein zentraler Ort...“

Begründung: Dass der Kita eine wichtige Bedeutung zukommt, ist unbestritten, dass sie DER „zentrale Ort sei, um die soziale Reproduktion von sozialer Ungleichheit zu durchbrechen“, scheint uns dagegen nicht so klar. Falls es Studien gibt, die diesen Befund bestätigen, sind diese hier zu zitieren.

Décision de la présidence du PS Suisse : *accepter*

³¹ Anders, Yvonne (2013): Stichwort: Auswirkungen frühkindlicher institutioneller Betreuung und Bildung. In: Zeitschrift für Erziehungswissenschaft, 16^e année, 2^e édition, pp. 237-275.

³² Sur le lien entre parentalité et pauvreté, voir [lci](#) [en allemand].

³³ Voir l'étude NUBBEK sur le système d'accueil de la petite enfance.

-
- Les familles socialement défavorisées ont nettement moins recours à l'accueil extra-familial des enfants et aux offres préventives de soins médicaux que les autres familles. Les gens profitent toutefois des offres de promotion de la santé et de prévention lorsqu'elles sont communiquées aux familles par un contact direct et personnel. Il est donc important que les familles socialement défavorisées puissent être soutenues activement, de manière ciblée et durable, afin de trouver et de conserver un accès à des offres de promotion précoce appropriées. Cela requiert une stratégie politique globale de promotion précoce de tous les domaines politiques concernés (formation, santé, affaires sociales).
 - Nous demandons des mesures ciblées pour prévenir et combattre la pauvreté des familles. Nous demandons l'élaboration d'une loi-cadre fédérale qui introduise des prestations complémentaires pour les familles dans tout le pays. Quatre cantons (Genève, Vaud, Tessin et Soleure) accordent aujourd'hui déjà des prestations complémentaires aux familles. L'expérience le montre : les PC (prestations complémentaires) sont un moyen efficace de lutter contre la pauvreté des familles et des enfants.

A-14: Themenkommission WBK

Antrag zu Forderung: 2.1.1., Familienarmut, S. 11.

Ziel: Den Satz «...EL sind ein probates Mittel zur Bekämpfung der Armut von Familien und Kindern.» ergänzen durch «EL sind ein probates Mittel zur Bekämpfung und Verhinderung der Armut von Familien und Kindern.»

Begründung: EL bekämpfen nicht nur Armut, sind verhindern sie auch.

Décision de la présidence du PS Suisse : accepter

2.2 École, formation et entrée dans la vie adulte

En Suisse, les jeunes qui grandissent dans la pauvreté souffrent quotidiennement du manque, du renoncement et de la honte, tout en ayant des perspectives d'avenir nettement moins bonnes que les jeunes du même âge issu-es de familles plus privilégiées. Cela est inacceptable, tant pour les personnes concernées que pour la société dans son ensemble. Les jeunes vivant au sein de familles monoparentales ou dans des familles de trois enfants ou plus sont davantage touché-es par la pauvreté que la moyenne. Les responsabilités de garde et de soins, très lourdes dans ces cas, empêchent souvent les parents d'exercer une activité professionnelle à temps plein, ce qui aggrave encore la situation de pauvreté.

Une offre généralisée d'écoles à horaire continu joue un rôle central dans la lutte contre la pauvreté des enfants et des jeunes. Les enfants touché-es ou menacé-es par la pauvreté peuvent ainsi bénéficier d'une prise en charge plus complète et d'un soutien plus systématique qu'auparavant. Leurs parents peuvent, plus facilement que sans ces « aides », exercer une activité professionnelle, ce qui améliore leur situation financière. Les écoles à horaire

continu permettent de compenser les désavantages sociaux, car elles permettent de faire bénéficier les enfants d'un meilleur approvisionnement en aliments sains lors des repas de midi communs, d'un soutien ciblé, notamment pour les élèves moins performant-es, dans l'accomplissement de leurs devoirs et d'une organisation judicieuse de leur temps libre.

Pour les jeunes issu-es de familles touchées par la pauvreté, le passage de l'école au monde du travail est particulièrement difficile, car il dépend d'un soutien financier. Les parents sont tenus de soutenir leurs enfants jusqu'à la fin de leur formation initiale. Les formations durent aujourd'hui plus longtemps que par le passé, ce qui signifie que les enfants dépendent plus longtemps de leurs parents sur le plan financier³⁴. Les personnes qui n'ont pas les moyens de faire des études peuvent certes demander des bourses. Cependant, dans de nombreux cantons, ces allocations ne permettent pas de vivre, et les obstacles administratifs pour les demander sont élevés.

Depuis les années 1980, la promesse selon laquelle les enfants auront un jour une vie meilleure que celle de leurs parents est caduque. L'écart salarial entre travailleur-euses jeunes et travailleur-euses proches de l'âge du départ à la retraite atteint aujourd'hui un niveau historiquement élevé³⁵. En de nombreux endroits, les loyers ont augmenté si rapidement que les jeunes quittent le domicile familial de plus en plus tard³⁶. Depuis l'essor économique d'après-guerre, les fortunes augmentent par rapport aux revenus salariaux. La concentration des fortunes s'accroît : en moyenne, les milléniaux-ales (anglais : « *millennials* ») des pays industrialisés développés ont un patrimoine inférieur de 40 % à celui des baby-boomers à leur époque³⁷. Les milléniaux-ales appartiennent à la première génération qui est moins bien lotie que la précédente — ce qui est également une nouveauté en Suisse.

A-15: Themenkommission WBK

Antrag zu Kapitel: 2.2., letzter Abschnitt (Kitas), S. 12f..

Ziel: Den Satz «Im Durchschnitt haben Millennials» ergänzen durch «Im Durchschnitt haben Millennials und die ihnen nachfolgenden Generationen...»

Begründung: Es betrifft natürlich nicht nur die Millennials, sondern auch alle nachfolgenden Generationen wie die Gen Y und Gen Z.

Décision de la présidence du PS Suisse : accepter

³⁴ Voir à ce sujet le rapport des générations en Suisse, [ici](#).

³⁵ Voir l'étude Unlucky Cohorts : Estimating the Long-Term Effects of Entering the Labor Market in a Recession in Large Cross-Sectional Data Sets.

³⁶ Voir Debt, Jobs, or Housing : What's Keeping Millennials at Home?

³⁷ Voir le rapport du FMI, [ici](#).

2.2.1 Nos propositions

- Nous demandons l'introduction d'un enseignement généralisé, de qualité et gratuit à horaire continu, dès l'école enfantine (enseignement préscolaire) et jusqu'à la fin de la scolarité obligatoire.
- Un allongement de l'obligation de formation contribue de manière significative à ce que les jeunes qui ont plus de difficultés à l'école et qui sont issu-es de familles socialement défavorisées puissent obtenir un diplôme du secondaire II. Nous demandons donc une obligation de formation dans toute la Suisse jusqu'à l'âge de 18 ans et une garantie de formation jusqu'à l'âge de 25 ans, comme c'est déjà en partie le cas dans les cantons de Genève et du Tessin.
- Pour les enfants issu-es de familles touchées par la pauvreté, l'accès à l'enseignement supérieur est souvent rendu plus difficile. Ainsi, par exemple, les enfants issu-es de familles à faible statut socio-économique reçoivent moins souvent une recommandation pour le lycée/gymnase, même s'ils ou elles ont les mêmes notes que leurs camarades privilégié-es³⁸. Nous demandons que des mesures soient prises pour lutter contre cette inégalité de traitement systématique dans le classement des élèves. Les enfants doivent avoir accès à l'enseignement supérieur indépendamment de leur situation sociale et économique. Les examens d'admission dans les établissements d'enseignement doivent être supprimés.

| |
|-----------------------------------|
| A-16: Themenkommission SGK |
|-----------------------------------|

Antrag zu Forderung: 2.2.1 Forderungen

Ziel: Präzisierung Lemma 1:

«Kindern aus armutsbetroffenen Familien und Kindern ohne Eltern und Fremdplatzierte wird der Zugang zu weiterführender (...)»

Begründung: Ehemalige «Heimkinder», Jugendliche/junge Erwachsene (Careleaver:innen) sind einer strukturellen Benachteiligung ausgesetzt – gerade auch was die Chancengleichheit anbelangt. Deshalb sollen sie hier speziell erwähnt werden.

| |
|--|
| Décision de la présidence du PS Suisse : accepter |
|--|

- Il faut mettre à disposition davantage de logements financièrement abordables pour les étudiant-es dans les centres urbains de services, où de nombreux-euses jeunes doivent s'installer en raison de leur formation et de leurs études. En outre, les coûts d'utilisation des transports publics doivent eux aussi être réduits ; les jeunes en formation doivent pouvoir utiliser les transports publics gratuitement.
- Nous demandons une augmentation des contributions de base des bourses d'études, l'application de l'Accord intercantonal sur l'harmonisation des régimes de

³⁸ [Étude de l'Université de Mayence, 2008.](#)

bourses d'études (« concordat sur les bourses d'études ») dans tous les cantons et une meilleure accessibilité aux bourses d'études, avec des obstacles moins élevés.

2.3 Entrée dans la vie professionnelle et active

Nous passons une grande partie de notre vie à exercer une activité lucrative. Nous le faisons pour pouvoir subvenir à nos besoins. Il doit donc valoir la peine d'exercer une activité rémunérée. Or, en Suisse, près de 160 000 personnes actives sont actuellement touchées par la pauvreté³⁹. Parmi celles-ci, le nombre de personnes ayant des contrats de travail à durée déterminée ou travaillant dans de petites entreprises est particulièrement élevé. Les indépendantes et les personnes qui n'ont pas été actives professionnellement tout au long de l'année font également partie de cette catégorie. Si l'on ajoute à cela toutes les personnes qui vivent juste au-dessus du seuil de pauvreté, le chiffre est multiplié : l'Office fédéral de la statistique estime qu'en Suisse, environ 1,25 million de personnes sont menacées par la pauvreté⁴⁰. La hausse exceptionnelle des prix des denrées alimentaires, de l'énergie, des primes d'assurance-maladie et des loyers au cours des deux dernières années a contribué à rendre la situation encore plus tendue pour de nombreuses personnes en situation de pauvreté⁴¹.

Cette hausse des coûts laisse des traces profondes dans le budget des ménages : les loyers ont augmenté de plus de 22 % au cours des 16 dernières années, ce qui explique que nous payons aujourd'hui environ 10 milliards de francs de plus que ce que la loi autorise. Les primes d'assurance-maladie ont plus que doublé depuis l'introduction de la LAMal en 1996, tandis que les salaires sont restés massivement à la traîne de la productivité au cours des 25 dernières années – et ce surtout pour les bas et moyens revenus, alors que les hauts salaires ont enregistré une croissance salariale supérieure à la moyenne. Il s'agit ni plus ni moins d'une mauvaise expropriation des personnes qui doivent financer leur vie principalement par le travail salarié.

A-17: SP Bümpliz/Bethlehem

Antrag zu Forderung: 2.3 Berufseintritt und Erwerbsleben, zweiter Abschnitt, Seite 10, ab „die ihr Leben hauptsächlich mit Lohnarbeit finanzieren müssen.“

Ziel: Ergänzung des Abschnitts

³⁹ Source : Office fédéral de la statistique, chiffres mis à disposition par [Caritas Suisse](#)

⁴⁰ Le seuil de pauvreté est dérivé des directives de la Conférence suisse des institutions d'action sociale (CSIAS). En Suisse, une personne seule touchée par la pauvreté dispose au maximum de 2289 francs par mois, une famille de quatre personnes avec parents et deux enfants de 3989 francs (OFS, [ici](#)).

⁴¹ Le renchérissement ne touche pas tout le monde de la même manière. La part respective de la consommation des biens dont les prix augmentent le plus fortement joue un rôle central dans l'impact du renchérissement. Vu que les prix des biens de première nécessité, comme les aliments de base, les vêtements, les loyers et les coûts de l'énergie, ont augmenté dans une mesure particulière, les personnes dont le revenu est faible sont particulièrement touchées (Beobachter, [ici](#) ; Deutsches Institut für Wirtschaftsforschung, [ici](#) ; NZZ, [ici](#)).

„Darum braucht es zum flächendeckende Mindestlöhne, eine Ausweitung von Gesamtarbeitsverträgen auf möglichst viele Arbeitsverhältnisse sowie auch einen starken Lohnschutz im Zuge einer Öffnung gegenüber der EU. Dies stützt die Einkommen der unteren Schichten und der Mittelklasse und fördert Wohlstand auf breiter Front.“

Begründung: Wir finden es wichtig, die Forderung nach Mindestlöhnen und GAVs hier noch prominent zu erwähnen als unsere Hauptinstrumente, Armut bei erwerbstätigen Personen zu bekämpfen. Dies gilt umso mehr, als nach den Städten Zürich und Winterthur nun auch in Bern und Biel Vorbereitungen getroffen werden, um demnächst kommunale Mindestlohn-Initiativen zu lancieren.

Décision de la présidence du PS Suisse : rejeter

Motif : L'ajout proposé est une revendication – les revendications seront intégrées dans le sous-chapitre suivant. L'introduction d'un salaire minimum est déjà préconisée dans le présent papier de position. Le PS Bümpliz/Bethlehem a en outre déposé une proposition dans le cadre des revendications – qui reprend précisément ce point.

A-18: SP Bümpliz/Bethlehem

Antrag zu Forderung: 2.3 Berufseintritt und Erwerbsleben, dritter Abschnitt (neu), Seite 10, zwischen jetzigen zweiten Abschnitt (endet auf „die ihr Leben hauptsächlich mit Lohnarbeit finanzieren müssen.“) und jetzigem dritten Abschnitt (beginnt mit „Aber nicht nur lohnseitig müssen...“)

Ziel: Zusätzlichen Abschnitt hinzufügen

„Zum anderen sind jene in die Pflicht zu nehmen, die vom neoliberalen Wirtschaftssystem stark profitieren und Höchsteinkommen beziehen. Dazu ist bei den Progressionskurven der kantonalen Einkommenssteuern anzusetzen. Diese sind oft verzerrt konzipiert, weil sie zu steil bei den normalen Einkommen und zu flach bei den Topverdienenden verlaufen. So ist der Steuersatz für Multimillionäre in verschiedenen Kantonen praktisch der gleiche wie für die Mittelschicht.⁴² Nötig ist das Gegenteil: eine flachere Progression bei den unteren und mittleren Löhnen und eine bedeutend steilere bei Einkommen über 250'000 Franken. Die daraus resultierenden Mehreinnahmen erlauben es, mehr Service public für die breite Bevölkerung zu günstigeren Preisen zu realisieren und damit die massiven Lohnunterschiede zumindest indirekt etwas zu korrigieren.“

Begründung: Einkommenssteuern sind nach wie vor der wichtigste Hebel, um ein möglichst gerechtes Steuersystem zu realisieren. Da sie grundsätzlich progressiv ausgestal-

⁴² Motion ayant valeur de directive du groupe socialiste au Grand Conseil bernois du 6 mars 2023, n° d'intervention : 016-2023 (<https://www.rgrg-service.apps.be.ch/api/gr/documents/document/e9f86533eeb449c082ef21dac8b30fea-332/40/RRB-05.07.2023-de.pdf>); Blog sur l'intervention du PS Canton de Berne : <https://wlangenegger.ch/besteuert-die-reichen/>

tet sind, entsprechen sie am ehesten unserer Bundesverfassung, welche eine Besteuerung nach wirtschaftlicher Leistungskraft einverlangt. Darum wäre es wichtig, dass die Sozialdemokratie ihr Augenmerk auf diese nicht nur sehr ertragreiche, sondern im Grundsatz soziale Steuer richtet. Das Hauptproblem ist, dass die Progressionskurve in vielen Kantonen mittlerweile nur noch bedingt dem entspricht, was die Absicht dieser Steuer ist: nämlich die hohen Einkommen viel stärker in die Pflicht zu nehmen als alle anderen. Vielfach werden die normalen Einkommen zu stark und die hohen Einkommen zu wenig besteuert. Das gilt es zu korrigieren. Orientierung liefert dabei die Bundessteuer, die am ehesten einer progressiven Einkommenssteuer gerecht wird. Einen ersten Anlauf in diese Richtung hat 2023 die SP-Fraktion im Grossen Rat des Kantons Bern übernommen. Wünschenswert ist, dass die SP auch in anderen Kantonen ähnliche Anstrengungen unternimmt und damit auf Dauer höheren Mittel zu Armutsbekämpfung erschliesst.

Décision de la présidence du PS Suisse : acceptation modifiée.

Motif : Le complément est pertinent – mais un peu long. Nous proposons donc une acceptation moyennant modification avec la formulation suivante :

« D'autre part, il s'agit de mettre à contribution celles et ceux qui profitent largement du système économique néolibéral et qui perçoivent les revenus les plus élevés. Pour ce faire, il faut commencer par se concentrer sur les courbes de progression de l'impôt cantonal sur le revenu. Celles-ci sont conçues de façon biaisée, car elles sont trop raides pour les revenus normaux et trop plates pour les personnes les mieux rémunérées. Dans plusieurs cantons, le taux d'imposition des multimillionnaires est pour ainsi dire le même que celui de la classe moyenne⁴³. C'est le contraire que l'on devrait avoir.: ~~une progression plus faible pour les bas et moyens salaires et une progression nettement plus forte pour les revenus supérieurs à 250 000 francs. Les recettes supplémentaires qui en ont résulté ont permis de réaliser davantage de services publics pour le grand public à des prix plus avantageux et de corriger ainsi quelque peu, du moins indirectement, les différences massives de salaires~~»

Mais ce n'est pas seulement sur le plan salarial, en touchant un revenu équitable, que les travailleurs-euses doivent pouvoir disposer de ressources suffisantes pour vivre : il est également nécessaire de prévoir une protection en cas de perte d'emploi. Les mailles du filet social actuel sont larges. Des personnes passent régulièrement à travers celles-ci et se voient confrontées à la pauvreté à cause de coups du sort ou de coïncidences malheureuses. Des études récentes montrent clairement que l'aide sociale ne remplit pas comme elle le devrait sa fonction de filet de sécurité. D'une part, l'aide sociale en Suisse est conçue de manière répressive et les bénéficiaires doivent parfois vivre dans des conditions inhumaines. D'autre part, une grande partie des personnes ayant droit aux prestations sociales ne les réclament

⁴³ Motion ayant valeur de directive du groupe socialiste au Grand Conseil bernois du 6 mars 2023, n° d'intervention : 016-2023 (<https://www.rgr-service.apps.be.ch/api/gr/documents/document/e9f86533eeb449c082ef21dac8b30fea-332/40/RRB-05.07.2023-de.pdf>);

même pas. En effet, le taux de non-recours est supérieur à 30 %, l'écart jusqu'au seuil formel du besoin d'aide étant le facteur le plus déterminant pour un non-recours. Conséquence : les personnes dont le revenu se situe juste au-dessous du seuil qui leur donne droit à l'aide sociale présentent donc la plus grande probabilité de ne pas chercher à en bénéficier. C'est surtout lors de l'entrée dans la vie active, concrètement entre 26 et 35 ans, qu'il existe un risque important de non-recours à l'aide sociale. À cela s'ajoute le fait que le statut de séjour est également en corrélation avec la probabilité de non-recours. Vivre sans passeport suisse entraîne également un désavantage dans ce domaine⁴⁴.

A-19: SP Bümpliz/Bethlehem

Antrag zu Forderung: 2.3 Berufseintritt und Erwerbsleben, dritter Abschnitt, Seite 10, Beginn des Abschnitts

Ziel: Ergänzung und Neuformulierung des ersten Satzes des Abschnitts

„Aber nicht nur lohn- und steuerseitig müssen die Arbeitnehmenden auf ein höheres Einkommen bzw. auf eine Entlastung zählen dürfen; auch für den Fall eines Stellenverlusts bedarf es einer Absicherung.“

Begründung: Hier soll noch Mal betont werden, dass wir uns für eine Erhöhung der Löhne sowie für eine steuerliche Entlastung der unteren Schichten durch eine Erhöhung der Steuerprogression für die oberen Einkommen einsetzen, wie in der Ergänzung zum zweiten Abschnitt sowie dem neuen dritten Abschnitt ausgeführt.

Décision de la présidence du PS Suisse : accepter

A-20: SGK: Sarah Wyss / Aline Masé

Antrag zu Forderung: 2.3 Berufseintritt und Erwerbsleben, dritter Abschnitt, Seite 10, Beginn des Abschnitts

Ziel: Satz zu Nichtbezugsquote präzisieren

„Die Nichtbezugsquote liegt gemäss Schätzungen bei bis zu 30 Prozent, ...“

Begründung: Im bestehenden Text ist es zu absolut formuliert – es handelt sich bei den 30 Prozent um eine Schätzung aus drei Kantonen (BS, BL und BE). Deshalb soll hier zurückhaltender formuliert werden.

Décision de la présidence du PS Suisse : accepter

En plus du travail rémunéré, le travail de « care » non rémunéré peut lui aussi jouer un rôle central dans cette phase de la vie. Il pousse notamment les femmes à rester à l'écart du marché du travail, voire à quitter complètement la vie active. Or, ce sont précisément ces

⁴⁴ Hümbelin et al. 2023, [ici](#).

coups dans la carrière professionnelle qui jouent un rôle fondamental dans la sécurité financière. Dans le système actuel, le travail à temps partiel a des conséquences douloureuses sur le montant de la rente.

2.3.1 Nos propositions

- Nous exigeons des salaires équitables, suffisants pour vivre. Travailler doit être rémunérateur, procurer un avantage pécuniaire – plus une seule personne active ne doit vivre comme un « working poor ». Toute personne qui a terminé un apprentissage doit gagner au moins 5000 francs par mois – même les jeunes doivent avoir assez de moyens pour vivre et se loger de façon autonome.

A-21: SP Bümpliz/Bethlehem

Antrag zu Forderung: 2.3.1 Unsere Forderungen, erster Abschnitt, Seite 10, ab „es darf keine einzige erwerbstätige Person mehr als Working Poor leben müssen.“

Ziel: Ergänzung und Modifikation des Abschnitts

„Dazu braucht es insbesondere flächendeckende Mindestlöhne sowie mehr Gesamtarbeitsverträge und einen starken Lohnschutz im Zuge einer Öffnung gegenüber der EU. Zudem soll mindestens 5'000 CHF verdienen, wer eine Lehre absolviert hat – bereits junge Menschen müssen es sich leisten können, eigenständig zu wohnen und zu leben.“

Begründung: Die nötigen Instrumente, die wir für die Umsetzung dieser Forderungen brauchen, sollen klar benannt und betont werden.

Décision de la présidence du PS Suisse : accepter

A-22: SP Bümpliz/Bethlehem

Antrag zu Forderung: 2.3.1 Unsere Forderungen, zweiter Abschnitt (neu), Seite 10 und 11, nach Ende des ersten Abschnitts (endet auf „eigenständig zu wohnen und zu leben.“) und vor Beginn des jetzigen zweiten Abschnitts (beginnt mit „Qualifizierte Weiterbildungs- und Umschulungsangebote spielen eine wichtige Rolle...“).

Ziel: Zusätzlichen Abschnitt hinzufügen

„• Wir fordern Reformen bei den Progressionsstufen der kantonalen Einkommenssteuern mit dem Ziel, die Steuerbelastung für Personen mit hohem Einkommen spürbar zu erhöhen und sie für diejenigen mit niedrigeren und mittleren Einkommen zu verringern. Durch die Anwendung höherer Spitzensteuersätze soll jene kleine Schicht zur Verantwortung gezogen werden, die im Gegensatz zur übrigen Bevölkerung in unverhältnismässiger Weise von den Rahmenbedingungen und der Wirtschaftskraft der Schweiz profitiert. Nachdem die hohen Einkommen seit Jahrzehnten privilegiert wurde, ist es nun an der Zeit, Solidarität einzufordern und sie stärker zur Finanzierung der öffentlichen Lasten heranzuziehen.“

Begründung: *Uns fehlt eine klare Forderung zur Steuerprogression insbesondere in den Kantonen in diesem Papier. Es ist eine grosse Ungerechtigkeit, dass in einigen Kantonen keine oder nur wenig Steuerprogression vorherrscht, auch angesichts der Tatsache, dass ein Grossteil der Steuereinnahmen des Staates in den Kantonen anfallen. Dies erhöht den Druck auf die Einkommen der Unter- und Mittelschicht. Ein wirksames Instrument, die Armut von erwerbstätigen Menschen in der Schweiz zu bekämpfen, ist die Erhöhung der Steuerprogression bei den oberen Einkommen und die derartig ausgelöste Entlastung auf die Einkommen von Unter- und Mittelschicht. Tatsächlich müsste man noch viel weiter gehen und eigentlich die untersten Einkommen vollständig entlasten, also eine Steuerbefreiung bis zu einem gewissen Mindesteinkommen verlangen.*

Décision de la présidence du PS Suisse : *accepter*

A-23: *SP Biel-Madretsch, Adrian Zimmermann*

Antrag zu Forderung: *2.3.1, S. 10 und 11.*

Ziel: *Der Abschnitt 2.3.1 ist mit einem Punkt zur Arbeitslosenversicherung (ALV) zu ergänzen: „Die Arbeitslosenversicherung (ALV) muss verhindern, dass Arbeitslosigkeit in die Armut führt und für eine rasche und nachhaltige Wiedereingliederung in die Erwerbsarbeit sorgen. Aussteuerungen aus der ALV sind mittels einer Erhöhung der Tagelder, einer Verlängerung der Rahmenfrist und einem besser ausgebauten und effizienter vermittelten Angebot von Beschäftigungsprogrammen, Zwischenverdiensten und Weiterbildungsangeboten so weit als möglich zu vermeiden. Die wichtige Rolle der gewerkschaftlichen Arbeitslosenkassen ist beizubehalten und auszubauen. Zudem ist der Verfassungsgrundsatz (BV Art. 114.2.c) einer freiwilligen Arbeitslosenversicherung für Selbständigerwerbende endlich auf Gesetzesebene zu verwirklichen.“*

Begründung: *Der Abschnitt enthält zwar einen Punkt zum interessanten, aber auf absehbare Zeit politisch chancenlosen Denknetz-Projekt einer „Allgemeinen Erwerbsversicherung (AEV)“. Dagegen fehlen Forderungen an die heute bereits bestehende und eine wichtige Rolle im Kampf gegen die Armut einnehmende ALV.*

Décision de la présidence du PS Suisse : *acceptation modifiée*

L'assurance-chômage (AC) doit empêcher que le chômage ne mène à la pauvreté et veiller à favoriser une réinsertion rapide et durable dans le monde du travail. Il faut éviter autant que possible les arrivées en fin de droits à l'AC en augmentant le montant des indemnités journalières, en prolongeant le délai-cadre d'indemnisation et en proposant des programmes d'occupation, des gains intermédiaires et des offres de formation continue mieux développés et plus efficaces. ~~Le rôle important des caisses de chômage syndicales doit être maintenu et développé. En outre, le principe constitutionnel (art. 114.2.c Cst.) d'une assurance chômage facultative pour les indépendants doit enfin être mis en œuvre au niveau de la loi.~~

-
- Les offres de formation continue ou de reconversion professionnelle certifiant jouent un rôle important dans la prévention de la pauvreté laborieuse et la lutte contre celle-ci. Le problème : en Suisse, il n'y a guère de possibilités pour les personnes sans porte-monnaie bien garni d'envisager une solide reconversion professionnelle. La loi fédérale sur la formation continue renvoie très largement la responsabilité aux personnes concernées, l'Accord intercantonal sur l'harmonisation des régimes de bourses d'études (« concordat sur les bourses d'études ») ne parvient pas à mettre à disposition des bourses raisonnables. De plus, les personnes sans diplôme de fin d'apprentissage ne sont souvent pas admises aux formations continues. Nous demandons l'introduction de bourses fédérales pour les formations continues professionnelles — qui peuvent être recherchées indépendamment du diplôme le plus élevé obtenu. Il faut allouer davantage de fonds aux bourses d'études et faciliter l'accès à celles-ci. Le montant de ces bourses doit également être suffisant pour permettre aux étudiant-es de vivre. En outre, la formation continue des personnes qui bénéficient déjà de l'aide sociale doit être abordée de manière plus offensive et un soutien proactif doit ici être offert. L'ORP doit lui aussi être en mesure de rendre possibles les reconversions professionnelles.
 - Une assurance générale du revenu (AGR) doit assurer de manière appropriée toutes les personnes vivant en Suisse contre les pertes de revenu à l'âge adulte. Cela vaut notamment pour les salarié-es, les indépendant-es, les personnes sans activité lucrative en phase de transition ou les personnes qui perdent leur revenu en raison d'une maladie, sans oublier les personnes en situation de handicap. Les prestations doivent être payées par l'intermédiaire de l'AGR, indépendamment de la cause qui provoque la perte de revenu⁴⁵.
 - La sortie de l'endettement doit être facilitée. Les ménages endettés de longue date doivent 57 à 68 % de leurs dettes à l'État. Les personnes endettées ne parviennent guère à rembourser leurs arriérés, car des intérêts élevés s'ajoutent au montant initialement dû et d'autres dettes s'accumulent. Pendant ce temps, les instituts de crédit tirent profit des prêts. Nous demandons donc une stratégie de désendettement social applicable à l'ensemble des cantons. Il s'agit notamment d'une réduction de la dette qui permette aux personnes concernées et à leurs familles de prendre un nouveau départ. En outre, les impôts courants doivent être inclus dans le minimum vital et le minimum vital doit être exonéré d'impôts.
 - Les mailles du filet social doivent être plus serrées. De même, il faut enfin trouver des moyens de mettre fin au non-recours aux prestations d'aide sociale malgré un droit fondé. Les prestations d'aide sociale telles que les réductions de primes et les prestations complémentaires (tant à l'AVS qu'à l'AI) doivent être versées aux bénéficiaires légitimes de manière proactive. Personne ne doit avoir à vivre avec moins d'argent à cause d'obstacles administratifs. En outre, l'aide sociale doit garantir le minimum vital et être augmentée à cette fin. Des augmentations des PC et des rentes AI sont également indiquées.

⁴⁵ Voir aussi Gurny/Ringger 2022 : Für Alle und für alle Fälle

A-24: Themenkommission SGK

Antrag zu Forderung: 2.3.1 Lemma 5

Ziel: Umformulierung des Abschnitts wie folgt:

„Das soziale Netz muss engmaschiger werden. Auch müssen endlich Mittel und Wege gefunden werden, um den Nichtbezug von **Bedarfsleistungen** – trotz berechtigtem Anspruch – zu **beenden. Prämienverbilligungen** und Ergänzungsleistungen (sowohl zur AHV wie auch zur IV) müssen den Bezugsberechtigten proaktiv ausbezahlt werden. **Auch bei der Sozialhilfe soll verstärkt pauschalisiert und automatisiert werden, ohne auf das erforderliche Angebot an individuellen Beratungs- und Betreuungsleistungen zu verzichten.** Kein Mensch soll wegen administrativer Hürden mit weniger Geld leben müssen. Zudem muss die Sozialhilfe existenzsichernd sein und zu diesem Zwecke erhöht werden. Erhöhungen der EL und IV sind auch angezeigt.“

Begründung: Die Passage ist für die Sozialhilfe zu undifferenziert: nicht alle Problemsituationen, die in der Sozialhilfe landen, sind ausschliesslich ökonomischer Art. Es muss eine Formulierung gefunden werden, die zum Ausdruck bringt, dass das Angebot an persönlicher Hilfe (Beratung und Betreuung) erhalten werden soll.

Décision de la présidence du PS Suisse : accepter

A-25: SGK: Sarah Wyss / Aline Masé

Antrag zu Forderung: 2.31. Forderungen zu Berufseintritt und Erwerbsleben

Ziel: Höhe der Bedarfsleistungen sollen unabhängig vom Aufenthaltsstatus definiert sein. Wie folgt ergänzen:

„(...) wegen administrativer Hürden mit weniger Geld leben müssen. Ebenso darf die Höhe der Bedarfsleistungen nicht vom Aufenthaltsstatus abhängen. Zudem muss (...)“

Begründung: Es gibt keinen fachlichen Grund, weshalb Asylsozialhilfe tiefer sein sollte als wirtschaftliche Sozialhilfe.

Décision de la présidence du PS Suisse : accepter

- Ce sont les loyers et les primes d'assurance-maladie qui creusent le plus gros trou dans le budget des ménages. Ces charges fixes (dépenses courantes) doivent être réduites. Cela passe par des réductions de primes et un plafonnement des loyers, des contrôles périodiques des loyers ainsi qu'un renforcement de la construction de logements d'utilité publique.
- Le travail de « care » doit être rémunéré et formateur de rente. La pauvreté dans la vie professionnelle s'accroît avec l'âge : le travail doit être générateur de rentes, qu'il

soit effectué dans une entreprise ou sous la forme de soins prodigués aux proches et aux enfants.

2.4 L'âge de la retraite

En Suisse, 300 000 personnes retraitées vivent à la limite de la pauvreté — 46 000 d'entre elles sont dans une situation de pauvreté sans issue⁴⁶. Les femmes sont particulièrement touchées par la pauvreté des personnes retraitées, car elles effectuent la majeure partie du travail de « *care* » non rémunéré et peuvent donc mettre de côté moins d'argent pour la retraite. Aujourd'hui encore, elles perçoivent une rente inférieure d'environ un tiers à celle des hommes. Une femme sur quatre ne reçoit, à l'âge de la retraite, que des prestations de l'AVS, et cela pour une rente AVS moyenne de 1800 francs par mois⁴⁷. Il n'est donc pas surprenant que deux tiers des 219 900 personnes qui, en Suisse, reçoivent des prestations complémentaires à l'AVS soient des femmes⁴⁸. D'une manière générale, les retraites en Suisse ne permettent pas à tout le monde de vivre : en moyenne, une personne sur dix qui part à la retraite perçoit des prestations complémentaires.

En plus des dépenses fixes telles que le loyer, les primes d'assurance-maladie et les achats alimentaires, les personnes âgées doivent souvent faire face aux coûts des soins. Ceux-ci peuvent également engloutir une part importante du budget du ménage et contribuer à la précarité à long terme.

Les prestations complémentaires à l'AVS et à l'Al doivent faire l'objet d'une demande auprès des autorités. Diverses études montrent que les personnes qui auraient droit à des prestations complémentaires n'en bénéficient pas toutes. La ZHAW (« *Zürcher Hochschule für Angewandte Wissenschaften* »/Haute école des sciences appliquées de Zurich) arrive à un taux de non-recours de 15,75 % — d'autres rapports de recherche estiment que ce chiffre pourrait même aller jusqu'à 30 % ; une valeur comparable au taux de non-recours à l'aide sociale⁴⁹. Avec l'estimation la plus prudente, cela correspond à environ 230 000 personnes de plus de 65 ans qui ne perçoivent pas de prestations complémentaires alors qu'elles y auraient droit. Là encore, les femmes sont touchées de manière disproportionnée : selon une extrapolation, une femme retraitée sur cinq aurait droit à des PC, mais ne les perçoit pas. Chez les hommes retraités, c'est une personne sur dix. Les raisons principales en sont la peur des conséquences sociales, comme la honte, la peur d'être expulsé-e du pays pour les personnes issues de l'immigration, ou tout simplement l'ignorance de l'existence même du droit aux prestations complémentaires.

⁴⁶ Source : [Moniteur de l'âge Pro Senectute](#)

⁴⁷ Sécurité sociale CHSS, [ici](#).

⁴⁸ Source : [Office fédéral de la statistique](#)

⁴⁹ ZHAW/Pro Senectute, [ici](#).

2.4.1 Nos propositions

- Les rentes AVS doivent être augmentées de manière substantielle. On pourrait par exemple commencer par introduire une 13^e rente AVS. En outre, il faut mieux indemniser le travail de « *care* » non rémunéré. Pour ce faire, nous demandons une augmentation des bonifications pour tâches éducatives et d'assistance.
- Les prestations complémentaires à l'AVS et à l'AI doivent être versées en fonction des besoins, non seulement en théorie, mais aussi en pratique, et les personnes concernées doivent être informées de leur droit de manière proactive.
- Le problème de la pauvreté des femmes âgées doit être abordé. Pour cela, il faut des bonifications pour tâches éducatives et d'assistance plus élevées, tant dans le premier pilier que dans le deuxième pilier, et un « *splitting* » dans le deuxième pilier.
- Si les travailleurs-euses âgé-es perdent leur emploi peu avant la retraite, ils/elles peuvent demander des prestations transitoires. Les chiffres montrent toutefois que l'accès à celles-ci est trop restrictif. Nous devons absolument améliorer cet accès et éviter que la perte d'un emploi dans cette situation de vie ne se transforme en piège de la pauvreté.

A-26: Themenkommission SGK

Antrag zu Forderung: 2.2.1 Forderungen

Ziel: Präzisierung/Ergänzung letzte Forderung:

«**Die Arbeitslosigkeit ist bei über 60-Jährigen höher als im Durchschnitt.** Wenn ältere Arbeitnehmende kurz vor der Pensionierung ihre Stelle verlieren, können sie Überbrückungsrenten beantragen. Die Zahlen zeigen jedoch, dass der Zugang **zu ebensolchen** zu restriktiv ausgestaltet ist. Wir **müssen grundsätzlich verhindern, dass ältere Menschen vor der Pensionierung die Stelle verlieren. Falls dies trotzdem geschieht, muss der Zugang zur Überbrückungsrente verbessert werden um zu verhindern, dass deren Jobverlust in dieser Lebensphase auch noch** zur Armutsfalle wird

Begründung: Im Zuge der Überbrückungsrente, soll auch erwähnt werden, dass wir uns gegen Kündigungen im Alter aussprechen. Die Frage ist jedoch, ob dieser Punkt nicht eher in Kapitel 2.3 (Erwerbsleben) gehört (da es ja vor dem AHV-Alter ist.

Décision de la présidence du PS Suisse : accepter

A-27: Themenkommission SGK

Antrag zu Forderung: 2.4.1 Forderungen

Ziel: Ergänzung neue Forderung:

«Für die bei zunehmender Fragilität notwendige Unterstützung braucht ein flächen-deckendes, allen zugängliches (u.a. auch finanzierbares) Unterstützungsangebot.

Dies in der Pflege, aber auch in der Betreuung, welche bis anhin ungenügend geregelt ist.“

***Begründung:** Bei zunehmendem Alter und insbesondere im höheren Alter ab 80 beginnt bei vielen Menschen eine gewisse Fragilität und damit verbunden ein Bedarf an Unterstützung. Dieser kann häufig nicht (mehr) durch das persönliche Umfeld abgedeckt werden. Ein Altern in Würde setzt deshalb voraus, dass Zugang zu Hilfe, Betreuung und Pflege besteht und dass diese Leistungen auch bezahlbar sind..*

***Décision de la présidence du PS Suisse :** acceptation modifiée*

*Pour le soutien nécessaire ~~en cas de fragilité croissante~~, **qui devient particulièrement important lorsque les besoins augmentent avec l'âge**, il faut une offre de soutien généralisée et accessible à tou-tes (entre autres aussi financièrement). Cela concerne les soins, mais aussi l'accompagnement, qui n'est pas encore suffisamment réglementé à ce jour.*

2.5 En fin de vie : transmettre son patrimoine dans un esprit de solidarité

Les héritages jouent un rôle central dans la répartition des richesses. 1 franc de fortune sur 2 est hérité. En Suisse, les héritiers-ères ont en moyenne 63 ans⁵⁰. Le fait d'hériter ou non, et dans quelle mesure, ne fait pas que modifier les opportunités de vie de chacune ou de chacun. Cela a également un impact important sur notre société et notre démocratie. Nous sommes actuellement « au milieu » d'une grande vague d'héritages. La somme qui est transmise via les legs chaque année en Suisse est en constante augmentation depuis 2012. En 2020, 95 milliards de francs ont été légués, soit plus que la totalité des dépenses de la Confédération et environ le double des dépenses annuelles de l'AVS⁵¹. Et cette tendance ne fait que s'amorcer : en raison de leur grand nombre et de leur richesse, les baby-boomers devraient encore renforcer considérablement l'importance des héritages pour l'économie.

Malgré les montants records des successions, les impôts à acquitter ne sont toutefois pas plus élevés. C'est là une conséquence directe de la suppression des impôts cantonaux sur les successions à des fins de concurrence fiscale. Avec l'énorme redistribution des richesses de ces dernières années, les rapports sociaux existants, en Suisse, se reproduisent donc eux aussi. Hériter n'est pas injuste en soi ; l'injustice réside dans l'ampleur et les conséquences de l'héritage. Ainsi, hériter constitue une quadruple violation des principes fondamentaux d'une société libérale et démocratique : c'est une violation de l'égalité des chances (celui ou celle qui reçoit le plus a de meilleures chances dans la vie) ; une violation du principe du mérite (en règle générale, on ne doit rien faire pour hériter) ; une violation du principe d'égalité démocratique (celui ou celle qui est fortuné-e est plus écouté-e dans les univers de la politique, de la société et de la culture) ; et une violation du principe fondamental de la

⁵⁰ Meuli/Knöpfel (2021)

⁵¹ Voir l'étude de Marius Brühlhart, Erbschaften in der Schweiz : Entwicklung seit 1911 und Bedeutung für die Steuern, 2019, [ici](#). À ce sujet, voir aussi l'interview, [ici](#).

redistribution : à savoir que les épaules fortes — par exemple pour l'impôt sur le revenu — doivent aussi supporter davantage.

D'un point de vue économique, une approche équitable de l'héritage est donc le levier le plus puissant pour minimiser les inégalités observables en Suisse. La question se pose donc de savoir comment régler les successions équitablement. À cet égard, l'impôt sur les successions peut se révéler un instrument utile.

2.5.1 Nos propositions

- Nous demandons l'introduction d'un nouvel impôt fédéral sur les successions. Nous voulons nous appuyer sur les demandes d'initiatives précédentes. En 2015, un impôt sur les successions a déjà fait l'objet d'une votation (rejet par 71 % des voix). L'initiative de la JS Suisse sur l'impôt sur les successions, dite « initiative pour l'avenir », porte précisément sur ce thème⁵². Les recettes de ce nouvel impôt fédéral doivent être affectées à une lutte socialement équitable contre la crise climatique, par exemple sous la forme d'investissements dans les énergies renouvelables, les transports publics et une transformation écologiquement durable de l'industrie. Nous soutenons cette demande d'initiative. Le seuil de cet impôt peut se situer entre 10 et 50 millions de francs d'héritage, et la progression de l'impôt peut aussi être abrupte.
- Les dettes ne doivent pas être héréditaires. Les fonds d'aide sociale perçus par une personne décédée ne doivent pas être remboursés par la communauté héréditaire, et les descendant-es ne doivent pas avoir à répondre des éventuelles dettes de la personne décédée.

3. CONCLUSIONS

En Suisse, la pauvreté est depuis longtemps présente dans une large partie de la société. Au cours du cycle de vie, trois éléments clés apparaissent comme les principaux responsables de la perpétuation de la pauvreté à travers les générations et donc de la consolidation de l'injustice distributive. *Premièrement*, il faut que tou-tes les enfants aient les mêmes chances et possibilités dès le début de leur vie ; *deuxièmement*, il est urgent de trouver un moyen de faire entrer dans le système les jusqu'à 30 % de non-bénéficiaires de prestations sociales et, *troisièmement*, nous voulons briser la structure patrimoniale qui se pérennise via les héritages.

Nous demandons donc un développement massif des structures d'accueil extrafamiliales ainsi que des offres de formation, en particulier pour les enfants qui doivent grandir dans une situation financière précaire. De plus, nous avons besoin de prestations complémentaires pour les familles. En effet, c'est dès le plus jeune âge que sont tracés (à l'avance) les

chemins que les enfants emprunteront plus tard. À long terme, cela nécessite une redistribution radicale du travail, des revenus et de la fortune. D'ici là, nous misons sur un développement conséquent du service public, afin que les chances de départ dans la vie soient les mêmes pour toutes les personnes en Suisse.

A-28: SGK: Sarah Wyss / Aline Masé

Antrag zu Forderung: 3. Fazit, zweiter Abschnitt

Ziel: Umformulierung zu den Angeboten für Kinder:

„Wir fordern deshalb einen massiven Ausbau der familienergänzenden Betreuungsstrukturen wie auch der Bildungsangebote. Dabei muss explizit sichergestellt werden, dass auch Kinder, die in finanziell prekärer Lage aufwachsen müssen, diese nutzen können.“

Begründung: Wichtig ist ja, dass alle die gleichen Strukturen nutzen können und nicht, dass es neue Strukturen extra für Kinder aus benachteiligten Verhältnissen gibt. Die ursprüngliche Formulierung war hier etwas missverständlich und sollte deshalb angepasst werden.

Décision de la présidence du PS Suisse : accepter

En amont de la deuxième vis de réglage se trouvent les salaires : ils sont trop bas. Il faut introduire des salaires minimaux interprofessionnels. Le but est ici de garantir que la population laborieuse ne pourra pas tomber dans la pauvreté. Mais nous voulons aussi pouvoir acquérir peu à peu la certitude que les filets de sécurité sociale qui existent en Suisse sont utilisés par tou-tes les personnes qui ont le droit d'en bénéficier et qu'elles y recourent lorsque, par exemple, leur salaire ne suffit pas. Le taux de non-recours à l'aide sociale et aux prestations complémentaires est de 30 %, ce qui est inacceptable. Dans un premier temps, il s'agit d'instaurer une obligation d'information à l'échelle nationale pour les personnes potentiellement concernées ; dans un deuxième temps, il faut introduire un automatisme, afin que de telles prestations soient versées de manière proactive et en fonction des besoins et qu'elles ne doivent pas faire l'objet d'une demande spécifique via une procédure fastidieuse et administrativement complexe. Le paiement en fonction des besoins et non sur demande permet également de contourner un obstacle important à l'obtention de ces prestations : la honte de devoir s'annoncer pour en bénéficier. En outre, le plafonnement des loyers, l'augmentation du nombre de logements d'utilité publique et l'allègement des primes doivent permettre d'éviter que les recettes ne soient immédiatement englouties par les charges fixes (dépenses courantes) faramineuses. Il en va de même pour la période de la retraite : une AVS plus forte permettra d'augmenter les rentes, en particulier pour celles et ceux qui en ont le plus cruellement besoin. En effet, ils/elles doivent eux/elles aussi payer leur loyer et leurs primes d'assurance-maladie et acheter de quoi se nourrir.

Le dernier élément du cycle de vie que nous visons est une répartition plus équitable des héritages. En Suisse, aucun-e enfant ne doit être contraint-e de renoncer à une bonne formation faute de moyens financiers du côté de ses parents, aucun enfant ne doit se sentir exclu-e parmi les enfants de son âge. Pour développer ces offres et les proposer à moindre coût, il faut de l'argent. Un impôt sur les successions pourrait donc faire progresser efficacement la redistribution des richesses et permettre de faire en sorte que tou-tes les enfants de Suisse puissent bénéficier des mêmes possibilités pour démarrer dans la vie.

Il y aurait bien sûr d'innombrables vis de réglage à ajuster dans le système actuel de la Suisse pour reléguer totalement la pauvreté dans le passé. C'est toutefois dans ces trois éléments que nous voyons l'approche la plus durable pour s'attaquer, en Suisse, à la pauvreté... et non aux personnes qu'elle touche.

Propositions d'ordre général

A-29 : PS60+, Co-présidence Rita Schmid et Dominique Hausser

Le congrès approuve la motion suivante :

La présidence et le conseil du parti sont invités à présenter au congrès des 26 et 27 octobre 2024 des pistes et des mesures concrètes aux niveaux national, cantonal et communal pour mettre en œuvre les principales revendications de la prise de position « Lutter contre la pauvreté plutôt que contre les personnes touchées par la pauvreté », et à associer de manière appropriée la base du parti à leur élaboration.

Exposé des motifs :

La prise de position présentée aujourd'hui est une base de discussion utile et une boussole pour les concrétisations, les compléments et les mesures de mise en œuvre nécessaires. Lutter contre la pauvreté plutôt que contre les personnes touchées par la pauvreté est pour le PS et pour de nombreuses personnes en Suisse une préoccupation fondamentalement urgente et importante qui doit être inscrite en priorité absolue à l'agenda politique. Le PS est le seul parti capable d'indiquer à la politique, par des mesures concrètes, la voie à suivre pour lutter contre la pauvreté croissante dans notre pays riche, pour soulager les personnes touchées par la pauvreté et pour augmenter leur pouvoir d'achat. Cela oblige le PS à agir concrètement et avec détermination. Les compléments demandés dans la prise de position « Lutter contre la pauvreté plutôt que contre les personnes touchées par la pauvreté » doivent permettre de refléter cette action résolue.

Décision de la présidence du PS Suisse : rejeter.

Motif : Le présent papier de position présente déjà suffisamment de mesures. Tous les partis et organes cantonaux sont libres d'en déduire et d'adapter leurs propres revendications et/ou de rédiger leurs propres documents sur le sujet. Malgré des délais serrés, la base ainsi que toutes les entités et tous les organes ont eu suffisamment d'espace pour s'impliquer. Le document fournit également une large base sur laquelle le travail

politique détaillé peut maintenant se poursuivre en détail. Que ce soit au niveau cantonal, communal ou national, dans les partis cantonaux, les sections, les groupes parlementaires ou les commissions thématiques. L'étendue des champs d'action possibles montre ainsi de manière exemplaire que la marge de manœuvre est tout à fait donnée, mais qu'il ne serait pas judicieux d'élaborer maintenant, regroupées au nom du parti national, des recommandations d'action plus concrètes pour les différentes instances et les différents niveaux. Indépendamment de cela, le thème de la pauvreté et de la lutte contre la pauvreté qui l'accompagne restera un pilier central de la politique du PS. Au niveau national, nous restons donc proches du sujet et il est bien sûr absolument souhaitable que cela soit poursuivi ou repris de la même manière à un autre niveau.